



## Autolib' Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

### PROCES-VERBAL

Séance du Comité syndical du 6 mars 2017

---

Le 6 mars deux mille dix-sept, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 23 février 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	102
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 dont 13 pouvoirs

#### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Philippe BRILLAULT (Le Chesnay), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), M. LEBEAU (Pantin), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, Mme Florence de PAMPELONNE, Mme Aline de MARCILLAC.

Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROU

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN, Mme Monique BOUTEILLE

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR

Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO, M. Rodéric AARSSE

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé LEUCI (Bobigny), Mme Tiffany CULANG (Saint-Mandé), Mme Sylvie SIMON-DECK (Grand Paris Sud Est Avenir).

#### **Suppléant sans voix délibératives :**

M. Olivier BODO (Châtillon), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris).

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

M. Jean-François MONINO (Aubervilliers) à M. BERNIER, M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne) à M. GIBERT, M. Yves MENEL (Garches) à Mme BOUTEILLE, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à M. FAUCONNET, M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) à M. ISOARD, M. Jean-Marie BALLET (Puteaux) à Mme DESCHIENS, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MORDEFROID, Mme Catherine BLOCH (Vaucresson) à M. AZMI, M. Christophe BOISSIERE (Vincennes) à Mme CULANG, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. PATTEÉ, M. Gauthier MOUGIN (Grand Paris Seine Ouest) à Mme BRUNEAU, M. Hervé LIEVRE (Grand Paris Seine Ouest) à Mme de PAMPELONNE, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à M. CARON.

**Etaient excusés :** M. Bernard GIRAULT et Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Yann WEHRLING (Région IDF), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), Mme LEBRETON (Puteaux), M. de MAZANCOURT (Vaucresson), Mme BRAR-CHAVEAU (Vélizy-Villacoublay), MM. Bernard ROCHE et KNUSMANN (Grand Paris Seine Ouest), M. Bruno HELIN (Grand Paris Sud Est Avenir), M. Pascal TURANO (Paris Est Marne et Bois), M. Serge KEHYAYAN (Vallée Sud Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, M. Sédik CHEKIR responsable des finances.

### **Ordre du jour :**

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 8 février 2017
- 2 - Compte rendu du bureau syndical du 22 février 2017
- 3 - Délibérations :
  - Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2017
  - Adhésion de collectivités au SMAVM (Autolib')
  - Adhésion de collectivités au SMAVM (Autolib') et transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités pour adhésion à l'option Vélib'
  - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
  - Adhésion de la Métropole du Grand Paris
  - Désignation des membres au Comité de suivi
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Arnaud GIBERT est désigné secrétaire de séance.

### **1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 8 février 2017**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune observation n'est formulée.

*Le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 8 février 2017 est adopté à l'unanimité.*

### **2 - Compte-rendu du Bureau syndical du 22 février 2017**

**La Présidente** rappelle que ce compte rendu leur a été transmis et qu'il est disponible sur les espaces membres. Elle résume les points abordés lors de ce bureau : l'audit des comptes ; le fonctionnement du comité de suivi ; la préparation des deux comités de cette semaine, à savoir l'adhésion de la Métropole du Grand Paris, la composition et le règlement intérieur de la CAO et la question du budget annexe Vélib'.

Elle ajoute que le bureau a été suivi d'une CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux), qui a donné un avis favorable sur le projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière. Elle évoque également l'audit des comptes de la DSP, dont le rapport doit être remis le 17 mars par le cabinet Ernst & Young.

Enfin, elle précise que le comité de suivi doit être paritaire et composé de cinq membres pour le SMAVM et de 5 membres pour le délégataire.

### **3 - Délibérations :**

#### **3 - 1 Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2017 (délibération 2017 09)**

**La Présidente**, rappelle que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la séance du 8 février, mais compte tenu d'un problème technique, les membres n'avaient pas reçu ce document. Le ROB ainsi que le projet de délibération leur avaient été remis sur table, et présenté en fin de séance. Les membres en avaient débattu mais il avait été décidé, qu'ils en prendraient acte lors du Comité du 6 mars 2017. Comme les discussions et débats ont eu lieu à la séance du 8 février, elle propose aux membres d'en prendre acte.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, PREND ACTE à l'unanimité, de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget primitif 2017 du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.*

#### **3 - 2 Adhésion de collectivités au SMAVM (Autolib') (délibérations 2017 10)**

**Mme Véronique HACHÉ** (directrice du Syndicat) précise que cette délibération concerne l'adhésion de la commune d'Ivry-sur-Seine au Syndicat pour la partie Autolib' qui est représentée par M. PRAT, et lui donne la parole.

**M. PRAT** (Ivry-sur-Seine) indique qu'après de longues années de réflexion, la commune a fait le choix d'adhérer à Autolib'. Il précise qu'à ce jour, la ville n'a pas signé la convention de déploiement suite aux différents articles parus dans la presse insinuant que la société Autolib' demanderait aux différentes collectivités de renflouer le déficit de 190 000 millions. Il souhaiterait pour la ville d'Ivry mais aussi pour les autres collectivités, avoir des explications quant à cette demande de la société Autolib'. Il ajoute que le groupe « Bolloré » est un groupe qui rayonne dans le monde, qu'il fait d'énormes bénéfices, et c'est pour cela qu'il ne comprend pas que ce déficit soit comblé par de l'argent public. Il indique que tant qu'ils n'auront pas plus d'explications, Ivry qui souhaite installer six stations ne signera pas la convention car c'est, dit-il, un important investissement pour la ville.

**La Présidente** rectifie le montant du déficit annoncé par la société Autolib' qui est de 179 M€. Elle précise que dans la DSP, il est prévu que la société Autolib' prend à sa charge jusqu'à 60 M€ de déficit. Elle ajoute que le Syndicat a lancé un audit dont le retour est attendu mi-mars pour savoir quelle est la réalité de ce chiffre et pour savoir ensuite quelles sont les mesures qui peuvent être prises. Donc, dit-elle, ce que M. Prat vient d'évoquer sur le fait que les collectivités ne souhaitent pas être appelées en compensation de ce déficit est un point partagé par tous et par elle-même. Elle précise que dans les semaines ou mois qui viennent, tout cela sera clarifié.

**M. Arnaud Gibert** (Bezons) demande si cette commune souhaite adhérer ou non ? malgré la non signature de la convention de déploiement.

**La Présidente** répond qu'Ivry adhère à Autolib', qu'il faut, d'abord adhérer au SMAVM puis pour l'installation des stations, signer une convention de déploiement.

**M. Philippe BRILLAULT** (Maire du Chesnay) demande si, dans ce cas, la ville d'Ivry peut contribuer en cas d'appel de déficit. Il indique avoir plusieurs questions : 1ère question et c'est ce qu'il appelle la garantie de passif : que se passe-t-il éventuellement en cas d'appel de déficit pour une commune qui vient d'adhérer ;

2<sup>ème</sup> question : concernant les communes déjà adhérentes : on s'inscrit et on devrait être solidaire et aller jusqu'au bout car si on ne va pas jusqu'au bout, on sort. 3<sup>ème</sup> question : il regrette de ne pas avoir eu de réponse sur le lien entre le budget et les dépenses que peut demander la société Autolib'. Il informe qu'un courrier de sa part va parvenir au Syndicat dans lequel un certain nombre de questions seront posées. Il estime que pour voter le budget, les membres doivent être rassurés sur la méthode et les moyens employés dans les mois et années qui viennent. D'abord pour avoir une visibilité sur ce déficit, et ce que nous allons faire toutes et tous ensemble, pour aller chercher des moyens si jamais, dit-il, il y a déficit. Il demande à la Présidente de mettre à l'ordre du jour d'un Comité, avant le vote du budget, tous les points qu'il vient d'évoquer.

**La Présidente** précise pour le déficit que lorsqu'il n'y a pas de station, il n'y a pas d'implication financière pour la commune. Cependant, il est important d'attendre la fin de l'audit pour identifier ce que seront nos sujets, nos problèmes, nos besoins.

Elle ajoute qu'il faut faire la distinction entre le budget du Syndicat et les comptes de la DSP. Car, dit-elle, le budget du Syndicat n'est pas lié aux résultats du délégataire.

**M. Philippe BRILLAULT** (Maire du Chesnay), répond qu'en cas de déficit, il est nécessaire de pouvoir le provisionner et ajoute qu'il faut faire attention aux reproches qui pourraient être adressés et cite : qu'a fait le Syndicat au niveau des tarifs ou autre ? Est-ce que nous n'avons pas creusé un déficit pour une structure indépendante et autonome ?

**La Présidente**, en l'absence d'autres questions, met au voix la délibération.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, l'adhésion de la commune d'Ivry-sur-Seine au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole et DIT que conformément Article 2 : DIT que, conformément à l'article 4 de la délibération 2016 09 susvisée, la contribution de ce nouveau membre est fixée à 2 500 euros par station.*

3 - 3 Adhésion de collectivités au SMAVM (Autolib') et transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités pour adhésion à l'option Vélib' (délibérations 2017 11 (Choisy-le-Roi) ; 2017 12 (Vitry-sur-Seine) ; 2017 13 (le Kremlin-Bicêtre)

**Mme Véronique HACHÉ** (directrice du Syndicat) précise que ces délibérations portent sur l'adhésion de la commune de Choisy-le-Roi, Vitry-sur-Seine et du Kremlin-Bicêtre au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole, avec transfert de la compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'. Elle donne ensuite la parole aux membres de ces collectivités.

**M. Ali Ed ELOUALI** (Choisy-le-Roi) précise que sa commune adhère au Syndicat pour l'option Vélib'. Il exprime la satisfaction d'adhérer et de rejoindre la dynamique malgré un contexte budgétaire difficile et des zones encore floues.

**La Présidente** précise que le budget de la DSP Autolib' ne se croise pas avec le budget Vélib'. Il n'y a pas de flou, et le dialogue compétitif s'achève bientôt.

**M. Jean-Marc BOURJAC** (Vitry-sur-Seine) se réjouit de la dynamique que représente Vélib' au niveau métropolitain. Pour Autolib', il précise qu'une réflexion est engagée. Il termine en remerciant l'accueil collectif.

**Mme Véronique HACHÉ** (directrice du Syndicat) précise que pour la ville du Kremlin-Bicêtre, il n'y a pas de représentants.

**La Présidente**, met ensuite, au voix les trois délibérations.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, l'adhésion de la commune de Choisy-le-Roi, de Vitry-sur-Seine, du Kremlin-Bicêtre au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; que le montant de la contribution obligatoire calculé par station Autolib' ou équivalent station pour les collectivités adhérant sera celui applicable à la date de signature de la convention de déploiement ; APPROUVE le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la Ville de de Choisy-le-Roi, de Vitry-sur-Seine, du Kremlin-Bicêtre au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; APPROUVE l'adhésion de la Ville de de Choisy-le-Roi, de Vitry-sur-Seine, du Kremlin-Bicêtre à l'option Vélib'.*

- 3 - 4 Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'  
(délibérations 2017 14 (Cachan) ; 2017 15 (Fontenay-sous-Bois) ; 207 16 (GPSO) ; 2017 17 (La Garenne Colombes)

**Mme Véronique HACHÉ** (directrice du Syndicat) précise que ces délibérations portent sur le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélib' de collectivités adhérentes au SMAVM et cite Cachan, Fontenay-sous-Bois, GPSO, la Garenne Colombes.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélib' de Cachan, Fontenay Sous-Bois, GPSO, La Garenne Colombes.*

- 3 - 5 Adhésion de la Métropole du Grand Paris (délibération 2017 18)

**La Présidente** rappelle que des discussions ont été engagées avec le Président de la Métropole du Grand Paris. Elle ajoute que le Conseil de la Métropole, lors de sa séance du 10 février 2017, a décidé d'adhérer au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole pour participer au développement du service Vélib' métropolitain.

De ce fait, une convention avec la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole sera établie afin de déterminer l'engagement de la métropole.

Par ailleurs, et conformément à nos statuts, les représentants de la Métropole du Grand Paris désignés pour siéger au Comité syndical se partageront un nombre de voix égal à :

\* 200 pour les affaires concernant la compétence Vélib'

\* 2 pour les délibérations du socle commun concernant Autolib'

Cette représentation se traduit au sein de notre Comité par 2 représentants titulaires et cite M. Patrick Ollier (Président de la MGP) et de M. Daniel GUIRAUD (Vice-président de la MGP) et 2 représentants suppléants M. William DELANNOY et M. Jacques BAUDRIER.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes)** demande comment ont été calculées les 200 voix.

**La Présidente** répond que c'est la particularité d'une collectivité qui finance et qui n'a pas sur son territoire de stations. On parle d'équivalents stations comme cela a été fait pour la Région qui a financé Autolib' et à qui 80 voix ont été attribuées. On a donc essayé de calculer le nombre de stations concernées en fonction de l'aide versée par la MGP.

**M. Jean-Paul MORDEFROID** (Verrières-le-Buisson) précise qu'il représente également ce jour la commune de Saclay. Il demande quelles sont les conditions techniques, financières ou juridiques pour que les communes adhèrent à l'option Vélib' lorsqu'elles sont déjà adhérentes à Autolib' sans continuité territoriale.

**La Présidente** indique que ce sujet a été évoqué à plusieurs reprises lors des réunions du Syndicat d'Études Vélib' composé par des communes potentiellement intéressées et qui par ailleurs étaient à l'intérieur d'un périmètre qui avait été identifié par l'APUR comme étant le périmètre pertinent de vélib'2. Elle ajoute que ce périmètre pertinent a été déterminé par le croisement d'un grand nombre de paramètres dont notamment, la concentration d'habitations, de commerces, d'emploi, etc.... Donc, dit-elle, Verrières-le-Buisson n'est pas dans ce périmètre. Elle indique que lorsque la carte des communes qui ont décidé d'intégrer le service Vélib' sera établie, il sera peut-être possible d'aller plus loin.

La Présidente donne ensuite la parole à M. GUIRAUD.

**M. Daniel GUIRAUD** (Métropole du Grand Paris) indique que la MGP a délibéré sur l'adhésion à l'option Vélib' il y a deux mois de manière naturelle. Il l'explique en disant qu'avant même la création de la Métropole et du Syndicat Mixte Paris Métropole, à l'époque de la conférence métropolitaine, nous avons déjà considéré que Vélib' avait un intérêt métropolitain. Il ajoute que compte tenu des compétences de la MGP et notamment sur la mobilité durable que la loi Maptam, et la loi NOTRe ont reconnu et également en termes de climat air énergie du fait que les circulations douces favorisent une meilleure qualité de l'air. C'est pourquoi il a été considéré que la Métropole devait participer financièrement à l'effort pour créer ce tissu métropolitain de Vélib'. Il ajoute qu'une convention entre le Syndicat et la MGP sera signée avec des considérations financières précises et cite : création de nouvelles stations Vélib' hors paris, 10 000 euros par station dans un plafond annuel de 4 millions d'euros. Il ajoute que cela permettra à la Métropole, très concrètement d'aider un dispositif Vélib' métropolitain.

**La Présidente** remercie M. Guiraud et lui demande de transmettre les remerciements au nom du Syndicat au Président de la MGP, M. OLLIER. Elle ajoute qu'au cours des différentes réunions du Syndicat d'Études Vélib', il avait été dit qu'il serait nécessaire de trouver des partenaires pour soutenir le Syndicat dans ce projet.

**M. Richard TESTA** (Noisy-le-Grand) souhaite connaître le nombre total de voix au Comité.

**Mme Véronique HACHÉ** (Directrice du Syndicat) indique qu'il y a environ 1100 voix pour Autolib'. Elle informe les membres qu'un mode d'emploi des voix Autolib' et Vélib', sera transmis via leur espace membre. Elle explique que pour les adhérents Autolib', le nombre de voix correspond au nombre de stations réalisées. Elle ajoute que si, il n'y a aucune station : une seule voix est attribuée. Pour l'option Vélib', elle explique que le nombre de voix attribuées est, à ce jour, déterminé en fonction du nombre de stations Vélib' commandées mais que pour la MGP 200 voix sont attribuées directement. Ainsi, dit-elle, au prochain Comité, pour les délibérations concernant le socle commun (budgétaire, adhésion, élections...) les voix Autolib' et Vélib' se cumuleront mais pour les délibérations concernant que Vélib', seules les voix Vélib' seront comptabilisées.

**M. Rodéric AARSSE (Malakoff)** s'interroge sur la durée d'engagement de la MGP.

**La Présidente** répond qu'aujourd'hui, il s'agit juste de l'adhésion de la MGP et non de la convention financière.

**M. Daniel GUIRAUD** (Métropole du Grand Paris) assure que la participation de la MGP suivra l'existence de la MGP et de Vélib'.

**M. Patrice PATTÉE** (Sceaux) s'enquiert de savoir à quelle hauteur les territoires pèseront dans les votes. On a toujours, dit-il, considéré qu'il fallait une continuité territoriale dans le service Vélib'. Mais si une commune isolée avec un territoire conséquent pense qu'il est intéressant d'avoir le service Vélib', ne devrait-elle pas avoir sa chance pour adhérer à l'option ?

**La Présidente** indique que tout sera à clarifier ultérieurement. Vélib' ne peut pas être la juxtaposition de différents services communaux ou une mutualisation de moyens.

**Mme Brigitte AMAR** explique que si le service VLS fonctionne à Lille, il n'a pas fonctionné à Roubaix, Créteil et Aix-en-Provence. En service restreint, ajoute-t-elle, le système ne fonctionne pas et coûte cher par rapport au bénéfice. Elle termine en indiquant que pour qu'un système de vélos fonctionne, le maillage doit être dense.

**La Présidente**, met ensuite, au voix la délibération.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, l'adhésion de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; AUTORISE la Présidente à mettre au point et à signer la convention avec la Métropole du Grand Paris visant à cofinancer les stations Vélib' ainsi que tous les documents s'y rapportant.*

### 3 - 6 Désignation des membres au Comité de suivi (délibération 2017 19)

**La Présidente** explique que le Comité de suivi est une modalité prévue dans le contrat de DSP. Elle précise qu'il existait de manière informelle : il s'agissait des membres du bureau du Syndicat qui rencontraient les représentants du délégataire. Elle ajoute que le Comité est aujourd'hui engagé dans des discussions avec le délégataire sur la question budgétaire de la DSP. Elle propose que le Comité de suivi se compose des membres suivants : elle-même, Christine BRUNEAU, Yann WEHRLING, Christophe NAJDOVSKI et Thierry-Michel ISOARD.

**M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay)** indique qu'il aurait souhaité faire partie du comité.

**La Présidente** explique avoir privilégié les membres du bureau qui participent au comité de suivi et qui sont donc habitués aux discussions.

**M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay)** juge le débat assez important pour élargir et enrichir la commission avec des personnes complémentaires. Il estime que 5 membres, ce n'est pas suffisant.

**La Présidente** va étudier si le comité doit être limité à cinq membres ou s'il peut en accueillir davantage. Cependant, dit-elle, comment faire des choix entre les membres du bureaux et d'autres.

**M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay)** estime que les enjeux financiers nécessitent une représentation de plus de cinq personnes.

**La Présidente** répond qu'il faut composer une délégation conforme au contrat. De plus, la société Autolib' a désigné 5 membres et la parité est exigée. Si le nombre devait augmenter, la société Autolib' se devrait d'ajuster le nombre de ses membres.

**M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay)** évoque l'extension au niveau du périmètre.

**La Présidente** assure qu'elle va étudier le sujet.

**M. Samuel BESNARD (Cachan)** estime qu'il paraît nécessaire d'être fort dans l'exigence et il faut avoir des gens ancrés profondément dans le processus. Il faut limiter le nombre avec des gens extrêmement investis et un mandat très clair de notre part.

**La Présidente** privilégie le dispositif le plus efficace. Elle mentionne la nécessité d'avoir des échanges confidentiels. Il est nécessaire, dit-elle, d'avoir une équipe compacte pour discuter.

**M. Éric Le LANN** (Paris Ouest la Défense) craint qu'un élargissement des membres du comité fasse perdre le caractère opérationnel des discussions.

**La Présidente**, en l'absence de remarques supplémentaires, met au voix la délibération.

*Le Comité syndical après en avoir délibéré, DÉSIGNE, les cinq représentants suivants pour siéger au Comité de suivi avec voix délibérative :*

- Marie-Pierre de la GONTRIE
- Christine BRUNEAU
- Yann WEHRLING
- Christophe NAJDOVSKI
- Thierry-Michel ISOARD

#### **4 – Point divers**

**La Présidente** précise que ce point concerne le programme fonctionnel définitif qui va leur être présenté par M. Bonnefoy et Mme Amar au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran.

**M. Olivier BONNEFOY (Chef de service Sous-Direction des Achats – Mairie de Paris)** rappelle que les offres pour Vélib' 2 ont été remises en février ; les prototypes finaux des vélos et des bornes ont été remis la semaine dernière. L'analyse des offres sera remise à la CAO qui statuera la deuxième quinzaine de mars.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib')** précise que le programme fonctionnel définitif est disponible dans les espaces membres.

**Mme Brigitte AMAR (Mairie de Paris)** résume les points importants déjà évoqués, à savoir : la durée d'exploitation, le nombre de VLS et de points d'accroches, le dépôt de vélos en cas de stations pleines, la partie forfaitaire et la partie à prix unitaire, le maintien du génie civil et la possibilité de stations autoportantes.

Elle cite ensuite des pistes de recettes complémentaires :

- Le nommage de stations par des représentants d'enseignes ou de marques (60% de la rémunération au Syndicat) ;
- Le parrainage d'événements liés au service (20% de la rémunération au syndicat) ;
- Le financement par tiers dans le cadre de conventions particulières.

Elle évoque enfin les différents abonnements, rappelant que la grille tarifaire peut encore évoluer : l'abonnement annuel classique (49€), l'abonnement annuel intense (99€), l'abonnement liberté (par temps d'usage) et les abonnements de courte durée (*via* ticket, carnet ou pass journée).

**M. Olivier BONNEFOY (Chef de service Sous-Direction des Achats – Mairie de Paris)** rappelle les critères sur lesquels se fonde l'analyse des offres :

- Le prix (pondération à 40%) ;
- La vie du contrat (les quinze ans pendant lesquels le projet va être exploité). Quatre éléments sont analysés : la régulation du dispositif ; la communication et le service aux usagers ; l'entretien et la maintenance du service ; les outils et les moyens de suivi du service ;
- La conception, la fabrication et le déploiement du système. Trois éléments sont analysés : la qualité fonctionnelle, structurelle et environnementale des équipements ; la préparation, la mise en œuvre et la réalisation des travaux au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ; enfin, la qualité esthétique et l'intégration paysagère des vélos.



**La Présidente** les remercie. Elle précise que la CAO se réunit le 21 mars.

**Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort)** évoque la diffusion des offres sur TF1.

**La Présidente** répond que les informations diffusées ne sont pas nécessairement officielles.

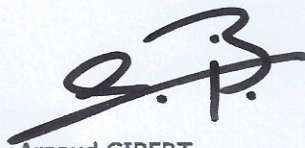
**Mme Brigitte AMAR** confirme que ces informations ne sont pas véridiques.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombes)** intervient sur le nommage de stations comme source de financement, et demande s'il n'est pas possible de faire de même avec Autolib'.

**La Présidente** répond qu'il n'est pas possible de faire de la publicité sur Autolib'. Elle constate qu'il n'y a pas d'autres remarques.

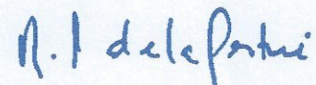
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h45 et indique que le prochain Comité syndical aura lieu le 10 mars 2017.

Le Secrétaire de séance,

A stylized black ink signature, appearing to be 'A. GIBERT', written over a horizontal line.

Arnaud GIBERT

La Présidente,

A blue ink signature, appearing to be 'M.-P. de la Gontrie', written in a cursive style.

Marie-Pierre de la Gontrie